

La rue sent mieux venir le drame que les ministres et les présidents de parti

La jeune génération n'a manifestement guère confiance dans la capacité du monde politique à répondre à sa crainte de devenir la grande perdante. Peut-on le lui reprocher ?

Karel Verhoeven, rédacteur en chef

L'analyse politique la plus lucide de la semaine vient de la rue, partout en Europe. Bruxelles et Liège font écho à Paris, Saint-Denis, Madrid et Malaga. Vendredi, les syndicats ont tenté d'encadrer strictement les manifestations autour des gares bruxelloises et d'en préserver le caractère politique et non violent, mais la colère de la jeune génération s'est traduite par de graves débordements. C'est que l'enjeu est de taille. Soutenus par leurs enseignants et leurs parents, les jeunes manifestants crient leur révolte face au vent qui tourne en leur défaveur. Ils ne sont pas à l'origine de cette montagne de dette publique, mais ils doivent aujourd'hui en payer le prix : un enseignement de moindre qualité, des écoles délabrées, des frais d'inscription plus élevés, des transports publics plus chers et moins performants, des logements chers, voire inabordables, et des perspectives qui s'amenuisent.

Ils ne peuvent avoir la moindre confiance dans la capacité du monde politique à les entendre et à les aider. En Espagne, le Premier ministre a dissous le Parlement cette semaine. En France, le gouvernement minoritaire se débat. En Belgique, le gouvernement joue une fois de plus à la roulette russe. La jeunesse donne de la voix dans la rue, mais d'autres forces, plus écrasantes encore, s'exercent sur ces gouvernements. Le Premier ministre Bart De Wever (N-VA) les a décrites en quelques mots, jeudi à la Chambre : la Belgique n'est qu'à un pas du « point où des mesures draconiennes nous seront imposées ».

La forte hausse des taux d'intérêt déclenche une crise de la dette presque impossible à maîtriser. Parce qu'elle a accumulé une telle dette lorsque l'argent était presque gratuit et que la croissance ralentit désormais, la Belgique risque l'asphyxie. La charge d'intérêts s'élèvera à plus de 50 milliards d'euros d'ici 2035. C'est autant que l'ensemble des dépenses fédérales actuelles. Si ce gouvernement échoue ou tombe, des institutions financières comme le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne (la fameuse troïka) risquent de dicter leur loi à une démocratie qui patauge, comme en Grèce lors de la précédente crise de la dette. Nous paierions alors l'impuissance politique par des coupes draconiennes dans l'État, les soins de santé et les retraites.

La rue se révolte contre ce drame qui se prépare. Les partis du gouvernement, eux, restent désinvoltes, malgré la sévère mise en garde du gouverneur de la Banque nationale en personne. Au cours des quinze années écoulées depuis la précédente crise de la dette (2011), nous avons certes vécu des moments de très forte tension, avec des banques au bord de l'effondrement et des négociations de coalition tournant à l'absurde, mais jamais autant de choses n'ont été en jeu simultanément : un gouvernement, la survie du centre politique, la souveraineté financière, le modèle belge d'État-providence. Le fait que le parti du Premier ministre ait encore lancé cette semaine un ballon d'essai sur une baisse d'impôts plus rapide montre à quel point les calculs politiques restent étriqués. Tant que la gauche et la droite veulent en découdre au sein du gouvernement, l'affrontement garde un sens, et l'espoir reste donc permis. Si la droite se livre surtout à des luttes intestines, le MR contre la N-VA, elle s'autodétruit.

Ceci est l'éditorial quotidien de *De Standaard*. Il est écrit par un groupe permanent de rédacteurs, sélectionnés par le rédacteur en chef, qui réfléchissent à l'actualité. Cette réflexion prend la forme d'une opinion, d'une argumentation ou d'une prise de position, en phase avec les valeurs éditoriales de *De Standaard*.